



Projet Aurora : un cabinet américain chiffre la "relocalisation" des Palestiniens hors de la bande de Gaza

Description

Cette est une enquête publiée vendredi dernier par le Financial Times qui a révélé l'existence de ce plan stratégique pour chiffrer les coûts de ce qui apparaît être une nouvelle Nakba. Le Boston consulting group (BCG), un cabinet de conseil en stratégie, est à la manœuvre.

art

Projet Aurora

Un cabinet américain
chiffre “la
relocalisation” des
Palestiniens hors de
la bande de Gaza

C'est un nouveau scandale qui pourrait entacher la réputation déjà bien affaiblie du Boston Consulting Group. Ce cabinet de conseil mondialement connu aurait, dès après des révélations du *Financial Times*, modélisé financièrement le coût d'un plan de déplacement volontaire des Palestiniens de la bande de Gaza.

La modélisation financière du déplacement des Palestiniens

Ils seraient une douzaine de collaborateurs du BCG à avoir travaillé sur ce projet, nom de code «Aurora», entre octobre 2024 et la fin du mois de mai. Le montant des travaux réalisés par le cabinet équivaut à quatre millions de dollars. Parmi ces travaux, une modélisation financière a été réalisée pour estimer les coûts de la «relocalisation» de centaines de milliers de Palestiniens de la bande de Gaza et de l'impact économique d'un tel déplacement de population.

L'idée de ce modèle de «relocalisation volontaire» était d'offrir une forme de compensation financière aux Palestiniens de Gaza en échange de l'abandon de leur terre d'origine. Cette compensation a été désignée par le BCG comme un «package de relocalisation» pour chaque Palestinien qui quitterait l'enclave. Le cabinet a considéré qu'un quart des Gazaouis (environ 500.000 personnes) accepteraient de partir et que 75% de ces derniers ne reviendraient plus sur leurs terres. Prix du package ? 9000 dollars par personne, soit un coût d'environ cinq milliards de dollars pour encourager les Gazaouis à partir.

Ce modèle faisait partie d'un grand nombre d'autres situations-tests élaborées par les travailleurs du BCG avec en toile de fond le départ des Palestiniens de la bande de Gaza. Parmi elles, une estimation du coût de la reconstruction des logements civils, ou encore le calcul des retombées économiques de cette reconstruction sur le PIB.

Les autorités palestiniennes ont bien réagi avec véhémence à ces révélations autour du projet Aurora : « Nous condamnons avec la plus grande fermeté ces plans dangereux visant à la liquidation de la cause palestinienne », a déclaré le bureau des médias du gouvernement de Gaza dans un communiqué. Le BCG a réagi aux révélations en indiquant que ces travaux concernant des plans de relocalisation des Palestiniens de Gaza avaient eu lieu à l'insu de la direction du cabinet. Après la présentation des travaux à la fin mai, les deux principaux collaborateurs du cabinet ayant travaillé sur ce dossier ont été licenciés, le BCG s'est retiré du projet et a refusé de percevoir les honoraires liés à son travail dans le cadre de cette mission.

Le rôle du BCG dans la mise en place de l'aide humanitaire mortelle à Gaza

Le cabinet de conseil BCG n'a pas seulement joué un rôle dans ces cyniques calculs économiques liés au génocide à Gaza, il a aussi participé activement à la mise en place du Fonds humanitaire à Gaza (GHF), l'entité soutenue par Israël et les Etats-Unis qui s'occupent de la distribution de l'aide dans l'enclave palestinienne depuis le mois de mai. Plus de 600 personnes ont été tuées dans le cadre de ces opérations de distribution qui sont vite devenues des pièges mortels pour les Gazaouis.

Pour Ã©clairer la participation du BCG dans lâ??affaire, le *Financial Times* sâ??est appuyÃ© sur lâ??implication de plusieurs protagonistes, entreprises ou individus, dans lâ??organisation de ce projet du GHF et de ses missions. A lâ??origine, lâ??institut Tachlith, un think-tank israÃ©lien, commande une Ã©tude Ã Orbis. Orbis, câ??est un cabinet de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© amÃ©ricain. Et câ??est ce cabinet qui a commandÃ© le projet Aurora au Boston Consulting Group.

Mais pour quelle raison le BCG a-t-il Ã©tÃ© choisi ? Ce nâ??est pas simplement pour sa rÃ©putation. Au cÅur des dÃ©cisions il y a un homme qui a jouÃ© un rÃ´le dÃ©terminant, Philip Francis Reilly, ancien agent de la CIA qui Ã©tait responsable des opÃ©rations clandestines de lâ??agence amÃ©ricaine. Ce dernier a travaillÃ© un temps pour Orbis puis pour le BCG jusquâ??Ã la fin de lâ??annÃ©e derniÃ¨re. Câ??est lors de son passage au BCG quâ??il a travaillÃ© avec les deux vÃ©tÃ©rans militaires qui seront par la suite licenciÃ©s Ã cause de leurs travaux non-approuvÃ©s autour du projet Aurora.

Câ??est donc trÃ¨s logiquement que ce cabinet a Ã©tÃ© choisi Ã lâ??Ã©poque pour mener Ã bien les recherches autour du projet et de lâ??Ã©laboration des missions de la GHF. Ce fameux Reilly nâ??est autre que le dirigeant de Safe Reach Solutions (SRS), la sociÃ©tÃ© de sÃ©curitÃ© privÃ©e chargÃ©e de lâ??encadrement des opÃ©rations mortelles de distribution dâ??aide menÃ©es par la GHF dans la bande de Gaza depuis deux mois.

Les financements des travaux du BCG en lien avec la GHF sont finalement venus de McNally Capital, la sociÃ©tÃ© qui possÃ©de Orbis. Un contrat de deux mois a Ã©tÃ© signÃ© dÃ©but mars entre McNally et le BCG â??pour aider Ã dÃ©velopper les opÃ©rations de SRS, avec une Ã©quipe comprenant au moins deux consultants sur le terrain Ã Tel Aviv, pour un montant total de plus dâ??un million de dollars,â?• une nouvelle preuve de lâ??implication du BCG dans le dispositif dâ??aide controversÃ©e de la GHF.

Les dirigeants du BCG essaient dÃ©sormais de laver leur rÃ©putation fortement entachÃ©e par ces rÃ©centes rÃ©vÃ©lations du *Financial Times* autour du projet Aurora, qui viennent sâ??ajouter aux preuves dÃ©jÃ connues de collaboration avec la GHF et son bilan mortifÃ¨re.

date crÃ©Ã©e
2025/07/07